

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 86 (1944)
Heft: 5

Artikel: Les opérations du corps expéditionnaire anglais en mai 1940 :
supplement to The London Gazette of Friday, the 10th October 1941
[suite]

Autor: [s.n.]

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-650336>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 13.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Les opérations du corps expéditionnaire anglais en mai 1940¹

*Supplement to The London Gazette of Friday, the 10th October 1941.
(Suite)*

Seconde phase des opérations (17-26 mai)

21 mai. — L'ORGANISATION DE LA LIGNE DU CANAL.

Le moment était venu d'organiser aussi vite que possible de nouvelles défenses sur le flanc sud-ouest des troupes.

L'avance ennemie au delà d'Arras avait été exclusivement exécutée jusqu'ici par des forces blindées, appuyées par de l'infanterie motorisée dont l'effectif augmentait chaque jour. La situation de l'infanterie normale de l'ennemi était encore incertaine. Il était donc d'une importance primordiale de renforcer la ligne des canaux, de l'Escaut à la Bassée, et de la poursuivre jusqu'à St-Omer à la mer. Ces canaux présentaient le seul obstacle anti-chars sur ce flanc. Mais ils étaient franchis par de nombreux ponts. La démolition d'un grand nombre de ceux-ci avait été préparée par notre génie sous les ordres de mon chef du génie (major-général R. P. Pakenham-Walsh), le commandant des *Macforce*, et les commandants français des secteurs fortifiés de Lille et des Flandres (généraux de brigade Bertschi et Barthélémy).

Il avait été prouvé que même de faibles garnisons qui tiennent des nœuds routiers importants — comme Arras et Doullens — prennent une grosse valeur grâce aux retards

¹ Lire la première partie de cette étude dans les numéros de mars et avril 1944.

qu'elles infligent, car l'avance initiale de l'ennemi se dirige toujours suivant les routes principales. On décida donc de poursuivre la tactique qui consistait à organiser de semblables « haltes », non seulement le long des canaux, mais encore à tous les centres possibles, soit au nord, soit au sud de la ligne des canaux.

Les *Macforce*, constitués le 17 mai avaient été renforcés le 18 et le 19 par la 138^e brigade d'infanterie (46^e division) qui entra en ligne sur le canal entre Raches et Carvin, et, le lendemain, la 139^e brigade d'infanterie de la même division les rejoignit également. Le 21 mai, la 127^e brigade rejoignit la 42^e division et le secteur de Millonfosse à St-Amand fut remis aux Français.

Dès le 20 mai, j'avais envoyé le major-général Curtis, commandant la 46^e division, prendre le commandement du secteur des canaux entre l'Aire et Carvin. Les troupes du général Curtis étaient connues sous le nom de *Polforce* et consistaient en 4 bataillons de la 46^e division (en ligne entre la Bassée et Carvin) et une batterie d'artillerie de campagne avec des détachements du génie et quelques autres unités de troupes du grand quartier général qui avaient marché vers le nord et qu'on avait ramassées sur le Canal. On avait pensé d'abord que ces détachements tiendraient St-Pol, Frévent et Divion, mais les trains qui amenaient les trois derniers bataillons de la 46^e division n'atteignirent pas à temps cette ville et restèrent au sud de la Somme. Il fallut alors renoncer à défendre ces localités au sud du Canal.

Plus au nord-ouest, la défense de la ligne du Canal avait été organisée par le brigadier C.M. Usher, commandant du sous-secteur des lignes de communications X. Le 22 mai, il signala que l'ennemi avait déjà atteint la rive gauche de l'Aa entre Gravelines et St-Omer. La 23^e division avait reçu l'ordre de se rendre dans ce secteur et son bataillon de tête (6^e Green Howards) parvint à Gravelines. Le brigadier Usher tint donc la rive droite de la rivière, entre St-Omer et Gravelines, avec

ce bataillon et 5 batteries d'artillerie lourde faisant office d'infanterie, en conjonction avec certaines troupes françaises du secteur fortifié des Flandres.

Le front des *Macforce* était couvert par le 3^e, le 4^e et le 5^e corps français, qui étaient toujours dans leur quadrilatère sur la ligne de l'Escaut et de la Sensée. Mais, dans cette région, les renseignements faisaient souvent défaut et on n'en obtenait que par des reconnaissances.

Ainsi, le 22 mai, la ligne du Canal était occupée, en ce sens que les 85 milles entre la mer, à Gravelines, et Millonfosse, à l'ouest de St-Armand, étaient divisés en secteurs commandés chacun par un commandant britannique. Le total des hommes qui, à ce jour, se trouvaient là, ne dépassait pas 10 000, et le nombre d'armes anti-tanks disponibles pour couvrir tous les points de passage n'étaient guère suffisants ; il ne pouvait être question de maintenir une surveillance exacte sur tous les petits groupes d'infanterie qui pouvaient franchir le canal entre les ponts. Mais presque tous les chalands avaient été enlevés ou, en tous cas, amarrés à la berge opposée à celle où arrivait l'ennemi, et l'on préparait rapidement la démolition des ponts.

21 mai. — LA SITUATION SUR LE FRONT BELGE.

Le 21 mai, à 16 h. 45, je conférai avec les trois commandants de corps. Je les mis au courant de ce qui s'était passé sur le flanc sud et de la manière dont, pour prendre l'initiative des opérations et pour encourager la 1^{re} armée française à en faire autant, j'avais pratiquement engagé toutes mes réserves.

Les commandants de corps m'apprirent que la ligne n'était tenue que légèrement, et que des attaques s'étaient produites sur certains points. A Petegem, sur le front de la 44^e division, l'ennemi avait conquis une tête de pont profonde de 1000 mètres sur un front de 3 kilomètres et, au point de jonction avec les Français, à Maulde, sur le front de la 1^{re} division, un groupe d'ennemis avaient traversé la rivière, déguisés en réfugiés, mais

on avait éventé la ruse, et ils avaient été chassés à la baïonnette. Tous les commandants de corps sentaient qu'ils ne pourraient pas tenir pendant plus de 24 heures. Nous discutâmes une retraite sur nos anciennes fortifications de frontière, où l'on pourrait se servir des tranchées, de blockhaus et des fossés antichars. Ce mouvement toucherait peu les Français, à notre droite, car le pivot de manœuvre serait le point de jonction, là où l'Escaut traverse la frontière, mais il gênerait sérieusement les Belges, qui tenaient maintenant la ligne de l'Escaut d'Audenarde à Gand, et le canal de Gand à la mer, à Terneuzen.

Il me fallait aussi envisager le besoin urgent de raidir la défense de la ligne du Canal, à l'ouest de Gravelines, et de former une nouvelle réserve pour remplacer les divisions qui se trouvaient maintenant engagées dans les contre-attaques au sud d'Arras.

On arriva donc à une décision provisoire : se retirer sur les fortifications de la frontière dans la nuit du 22 au 23 mai, la question des détails restant pendante jusqu'au moment où je serais arrivé à un accord avec les Français et les Belges.

Le général Weygand avait vu le général Billote dans la journée et ce dernier signalait qu'une attaque était prévue pour le lendemain (22 mai), vers le nord depuis Roye, et qu'elle tendrait à fermer la brèche. A 20 heures, le 21 mai, j'allais à Ypres où, dans le bureau du bourgmestre, je rencontrais S.M. le roi des Belges et le général Billotte. Etaient aussi présents le général van Overstraeten, le général Champon, chef de la mission française auprès des Belges, le général Pownal et d'autres.

J'expliquai la situation telle qu'elle était sur l'Escaut autour d'Audenarde, et les difficultés qu'il y avait à maintenir là des positions, du fait qu'il y avait si peu d'eau que la rivière n'était plus un obstacle. On décida alors que dans la nuit du 22 au 23 on abandonnerait l'Escaut, que les armées alliées occuperaient une ligne allant de Maulde vers Hullin au nord, puis le long de la Lys jusqu'à Courtrai et Gand.

Je discutai le problème des réserves. Il se révéla que des divisions disponibles de la 1^{re} armée française étaient trop fatiguées pour prendre part à des opérations offensives dans un avenir immédiat. On décida alors que les Français prendraient un secteur supplémentaire des positions défensives au nord de Maulde, pour que les 2^e et 48^e divisions pussent être retirées comme réserves, en quittant la ligne de l'Escaut.

Les Français occupèrent leurs positions le 22 mai. Au nord, la 44^e division, après son retrait de l'Escaut, devait tenir le secteur Halluin-Courtrai, mais on espérait qu'une formation belge les relèverait dans la nuit du 23 au 24.

Une fois ces mouvements terminés, la ligne alliée devait passer légèrement au nord-ouest, vers Halluin puis, presque à angle droit de cette direction, au nord-est le long de la Lys. Il était évident que, tôt ou tard, l'armée belge devrait se retirer, pivotant sur sa droite à Halluin. En conséquence, à la fin de la conférence, le général Billotte demanda au roi des Belges si, au cas où il serait contraint de se retirer, il le ferait sur la ligne de l'Yser. Sa Majesté reconnut, quoique fort à regret, qu'il n'existe pas d'autre solution.

Au retour de cette entrevue, des ordres furent émis pour mettre à exécution les décisions et, le soir même, je transférai mon poste de commandement au Château de Premesque, à mi-chemin entre Armentières et Lille.

LA RUPTURE DÉFINITIVE DES LIGNES DE COMMUNICATIONS ET L'INVESTISSEMENT DE BOULOGNE.

Dans la journée du 21 mai, l'ennemi pénétra dans les régions d'arrière, et les communications à travers la Somme furent définitivement coupées. Depuis le 17 mai, le commandant du secteur des lignes de communications (major-général P. de Fonblanque) avait pris des mesures énergiques pour les défendre, dans la mesure où c'était possible avec peu de troupes, réparties sur de très vastes étendues.

Elles consistaient, en dehors de la division blindée et la 51^e division, qui revenaient alors de la Saar, en ces quelques détachements des 12^e et 46^e divisions (environ 9 bataillons en tout) qu'on ne pouvait envoyer plus en avant, 3 bataillons d'infanterie non rattachés à des brigades et le contenu des dépôts de renforts ainsi que des troupes du corps des Pionniers auxiliaires militaires et des services administratifs.

Cependant, le 23 mai, le Ministère de la guerre mit le lieutenant-général Sir Henry Karslake à la tête de la défense des lignes de communications, et je n'eus pas à m'occuper de la suite de ces opérations. Je n'abandonnai pas tout de suite l'espoir de voir percer la division blindée, et je priai immédiatement le Ministère de la guerre de faire pression dans ce sens, pour éviter que la division ne fût employée par petits détachements pour des opérations locales, sur la demande du commandement français.

Vers 15 h. 30, le 21 mai, on m'informa qu'une colonne ennemie de toutes armes approchait de Boulogne. Les éléments arrières du grand quartier général, comprenant principalement le service de l'adjudant général et les quartiers généraux des différentes armes, envoyés dans cette ville les 17 et 18 mai, avaient été transférés à Wimereux le 20, après un bombardement ennemi.

On avait pris toutes les mesures possibles pour mettre Boulogne en état de défense avec les troupes qu'on avait sous la main — des unités de travail et le personnel des camps de repos. Le 19 mai, on tenta de faire venir des troupes depuis l'autre côté de la Somme, pour tenir la ligne de la Canche, mais il était trop tard et elles ne purent dépasser Abbeville. On évacua alors les hôpitaux de la région d'Etaples et, le 21 mai, un groupe du génie, sous la direction de mon chef des travaux, le brigadier V. Cave-Brown, fit sauter la plupart des ponts sur la Canche.

Dès qu'on apprit cette nouvelle menace, on demanda l'appui des bombardiers au Ministère de la guerre ; ils arrivèrent

immédiatement. On repéra des tanks ennemis à Hesdin et à Fruges, et ils furent bombardés, mais on ne trouva pas de bonnes cibles sur la route de la côte. On demanda également au Ministère de la guerre un détachement de fusiliers marins pour défendre Boulogne : ils avaient déjà été envoyés. Tôt dans la journée du 22, la 20^e brigade des gardes (brigadier W.A.F.L. Fox-Pitt) composée de 2 bataillons avec une batterie antichars, débarqua, assurant la défense de la ville et permettant d'évacuer en bon ordre les troupes qui n'étaient pas indispensables.

Dans la soirée du 22, les forces blindées ennemis se trouvaient à moins de 9 milles de Calais. Boulogne était désormais isolée et son évacuation définitive fut accomplie sous les ordres du Ministère de la guerre. Elle fut terminée dans la nuit du 23 au 24.

LA SITUATION ADMINISTRATIVE

Pendant toute cette période, j'avais constamment été tenu au courant de la situation administrative par le quartier-maître général (lieutenant-général W.G. Lindsell). Jusqu'au 16 mai, l'organisation administrative qui faisait partie du plan D, avait bien fonctionné, et bien que l'activité aérienne ennemie se fût singulièrement accrue, elle n'avait pas sérieusement gêné le ravitaillement des troupes.

Mais le 17 mai, le quartier-maître général décida, en raison de la situation au sud d'Arras, de cesser d'utiliser le chemin de fer pour Abbeville et Arras par la gare régulatrice d'Abancourt, et de faire passer tout le trafic via Eu et Abbeville vers Béthune. Il fit aussi partir tous les trains de munition disponibles vers le secteur de Hazebrouck.

Le 19 mai, dès après la conversation entre le chef d'état-major général et le Ministère de la guerre sur la possibilité d'une retraite forcée, le quartier-maître général téléphona au Ministère de la guerre pour discuter l'établissement de nouvelles bases. Le même jour, l'un de ses officiers d'état-major partit pour Londres pour organiser l'envoi d'urgence, par

bateaux, de ravitaillement à Boulogne, Calais et Dunkerque. Ce n'était pas un instant trop tôt, car la voie ferrée fut coupée à Abbeville. Il fallut mettre immédiatement en exécution un nouveau plan pour ravitailler les forces du nord de la Somme — environ 250 000 hommes, — exigeant chaque jour environ 2000 tonnes de munitions, de ravitaillement et d'essence.

Heureusement, la question de l'essence ne causait aucune inquiétude, bien que les dépôts avancés de la Somme eussent été détruits lors de l'évacuation, ainsi qu'un gros dépôt civil des abords de Douai : il restait un important poste de remplissage militaire près de Lille.

Cependant, le ravitaillement était mauvais et, le 21, il n'y avait que pour trois jours de provisions dans les secteurs de l'avant. La situation aurait pu devenir grave à tout moment, si les mesures prises entre le 23 et le 26 n'avaient pas donné de bons résultats ; il s'agissait d'organiser le ravitaillement à partir des stocks de Lille qui appartenaient aux Instituts du corps expéditionnaire et aux établissements civils.

On finit par décider le 21 mai de ravitailler les troupes par les ports du nord, et le quartier général du sous-secteur des bases s'installa à Dunkerque, avec une section de l'état-major du quartier-maître général, restant en contact étroit avec les autorités navales britanniques et françaises.

A ce moment, les communications ferroviaires, dans cette région, étaient devenues très précaires, et on travaillait à l'élaboration de plans pour l'établissement de dépôts, dans chaque secteur de corps, dont l'approvisionnement pourrait se faire exclusivement par route. La position était encore compliquée par le nombre de troupes improvisées, rendues nécessaires par les rapides changements de la situation : la plupart d'entre elles, comme les trois détachements de pionniers, n'avaient pas de véritable statut administratif. Quelques-unes étaient dans le voisinage des corps, mais d'autres ne l'étaient pas ; elles devaient alors dépendre de sources de ravitaillement improvisées, ou vivre pour un temps sur le pays.

Le 22 mai, la situation avait empiré : Calais et Boulogne

étaient hors d'usage et la plus grande partie du matériel ferroviaire avait été capturé. De plus, une reconnaissance du port d'Ostende avait montré qu'il ne pouvait pas être utilisé par l'armée sans préparations. Un certain nombre de rations alimentaires et des munitions pour armes légères furent envoyées par air jusqu'au 23 mai, mais, à partir de ce jour, les avions ne purent plus atterrir. Donc, le 23 mai, sur l'avis du quartier-maître général, je décidai de rationner les B. E. F. à 50 %.

Dunkerque, bien que son ravitaillement en eau eût été détruit, resta utilisable pour le déchargement jusqu'au 26 mai mais de constants raids aériens imposaient une tension presque intolérable aux bataillons de dockers. Ils continuèrent cependant à travailler jusqu'au moment où tous les quais et toutes les grues furent mis hors d'usage. Après cela, il fallut effectuer les déchargements sur les grèves. La répartition du ravitaillement aux corps fut exécutée, bien qu'irrégulièrement, jusqu'au 30 mai : ce jour-là, le dernier convoi partit du dépôt situé sur la plage de La Panne.

Depuis le 20 mai, tous les hôpitaux généraux étaient coupés de l'avant, et des organisations de fortune avaient dû fonctionner pour évacuer les blessés. Quelques postes de secours avaient dû changer d'attribution et devenir hôpitaux. Les bâteaux-hôpitaux continuèrent à toucher Dunkerque jusqu'à la nuit du 31 mai au 1^{er} juin, et les blessés les atteignaient par train et par route. Les trains-ambulances circulèrent jusqu'au 26 mai.

NOUVELLES PROPOSITIONS POUR UNE ATTAQUE VERS LE SUD

Le 23 mai, la 1^{re} Armée française lança vers le sud quelques troupes venant de Douai. Le même jour, les 5^e et 50^e divisions, qui avaient attaqué deux jours plus tôt, furent elles-mêmes attaquées sur la Scarpe, et elles avaient déjà perdu la plupart de leurs tanks.

La menace pesant sur leurs arrières croissait d'heure en heure, et elles étaient ainsi incapables de progresser plus au delà ou d'aider les Français, excepté en ce sens qu'elles retenaient des troupes qui, autrement, auraient menacé l'aile droite de l'avance française. Les Français approchèrent des abords de Cambrai, rencontrant peu d'opposition ; ils se retirèrent plus tard, sous l'attaque de bombardiers-piqueurs.

Le même jour, je reçus la copie d'un télégramme du Premier ministre à M. Paul Reynaud : « De puissants détachements blindés ennemis ont coupé les communications des armées du nord. Le salut de ces armées dépend exclusivement de l'exécution immédiate du plan Weygand. J'exige que les commandants français du nord et du sud et que le G. Q. G. belge reçoivent les ordres les plus stricts pour l'exécuter et transformer la défaite en victoire. Le temps est primordial car les stocks sont pauvres ».

J'avais des doutes au sujet de la possibilité qu'avaient ceux qui n'étaient pas sur place de comprendre la situation qui se préparait au nord pour les armées alliées. Je télégraphiai donc à Sir John Dill, lui demandant de venir en avion le jour même.

Toutefois, le lendemain (24 mai), le Premier ministre eut un nouvel entretien avec M. Paul Reynaud et le général Weygand, à Paris, et je reçus le télégramme suivant du secrétaire d'Etat au sujet de cette conférence : « Tous les deux sont convaincus que le plan de Weygand peut encore être réalisé, et que le seul espoir de rétablir la situation réside dans son exécution. Weygand signale que la 7^e Armée française avance avec succès et a capturé Péronne, Albert et Amiens. Tout en saisissant parfaitement le danger et les difficultés de votre position, qui ont été entièrement expliqués à Weygand, il est essentiel que vous fassiez votre possible pour coopérer avec lui. Toutefois, si les circonstances agissant sur vos communications rendaient ceci impossible, il faudrait nous prévenir pour que nous puissions informer les Français et prendre les

mesures aériennes et navales pour vous aider, s'il vous fallait vous retirer sur la côte nord ».

Il faut noter que, d'après ce télégramme, Weygand avait annoncé au Premier ministre que Péronne, Albert et Amiens avaient été reprises. Ceci s'avéra plus tard inexact.

Le plan Weygand, tel qu'on l'a connu, était une contre-offensive de grande envergure. Depuis le nord, la 1^{re} Armée française et les B. E. F. devaient attaquer vers le sud-ouest le plus tôt possible avec environ 8 divisions, le corps de cavalerie belge appuyant la droite britannique.

On signala que la 3^e Armée française, récemment formée, organisait une ligne sur la Somme, d'Amiens à Péronne, en vue d'attaquer vers le nord.

Un nouveau corps de cavalerie se rassemblait au sud de la Somme, près de Neufchâtel, et il devait opérer sur la ligne de la Somme, à l'ouest d'Amiens, en contact avec la division blindée britannique à sa gauche.

Je comprenais parfaitement l'importance d'attaquer tôt, avant que l'ennemi pût amener son infanterie en force, mais il fallait tenir compte des faits. Les 5^e et 50^e divisions étaient ce jour-là (23 mai) en contact étroit avec l'ennemi, et les 2^e, 44^e et 48^e divisions ne seraient disponibles que dans 48 h., car les Français et les Belges, qui s'arrangeaient pour les relever, ne pouvaient être prêts plus tôt. Les munitions dont disposaient à ce moment précis les B. E. F. se montaient à environ 300 salves par canon et, avec la rupture des voies de communications avec la principale base, la perspective de recevoir de nouvelles munitions était vague.

Les divisions mécanisées légères françaises et nos unités blindées avaient déjà subi de lourdes pertes irremplaçables en tanks. Les informations que j'avais reçues au sujet de la cavalerie belge ne me permettaient pas de me montrer optimiste au sujet de sa possibilité de se lancer à bref délai, dans une bataille à 40 milles de sa position actuelle et sur territoire français.

L'expérience avait déjà révélé l'importance vitale d'une étroite coordination des armées alliées, dans n'importe quelle opération. Le général Billotte avait été nommé coordinateur, au cours de la conférence de Mons du 12 mai, mais, en pratique, la coordination était bien moins étroite qu'on ne le désirait, s'il s'agissait de régler correctement les mouvements des trois armées.

Sauf pour les ordres de retraite de la Dyle — obtenus seulement après que j'eus envoyé le major-général Eastwood au quartier-général du général Billotte pour présenter mon point de vue — je ne reçus jamais d'ordre écrit du 1^{er} Groupe d'Armées français bien que, au cours des entrevues que j'eus de temps en temps avec le général Billotte, nous nous soyons trouvés toujours entièrement d'accord. Et, malheureusement, ce dernier fut mortellement blessé dans un accident d'auto au retour de la conférence d'Ypres, dans la nuit du 21 mai. Le général Blanchard lui succéda comme commandant du 1^{er} Groupe d'Armées français et vraisemblablement aussi comme coordinateur des commandements, bien que ceci n'ait jamais été officiellement confirmé.

Je télégraphiai au secrétaire d'Etat, lui signalant que la coordination était indispensable entre des armées de trois nations différentes et que, personnellement, je ne pouvais me charger d'aucune mesure de ce genre pour les opérations qui allaient s'engager, car j'étais déjà fortement engagé sur mes fronts est et sud, et gravement menacé sur mes lignes de communication.

Cependant, je vis le général Blanchard et lui proposai l'action suivante, pour jouer notre rôle dans le plan Weygand : nous lancerions une attaque vers le sud avec deux divisions britanniques, une française et le corps de cavalerie français. En ce qui nous concernait, l'attaque ne pourrait partir que le 26 au plus tôt, du fait des relèves en train et de la nécessité de regrouper les 5^e et 50^e divisions. Je demandai également au général Blanchard de s'enquérir auprès du G. Q. G. de la

manière de synchroniser une pareille opération avec une attaque depuis la ligne de la Somme qui était censée être en préparation. Comme on le verra, ces négociations furent poursuivies pour mon compte par Sir Ronald Adam. J'insistai auprès du secrétaire d'Etat et du général Blanchard sur le fait que l'effort principal devait venir du sud, et que les opérations lancées du nord ne pourraient être que des sorties.

Je ne reçus jamais, d'aucune source, de renseignement quant à notre position ou à celle des ennemis de l'autre côté de la brèche, non plus qu'aucune espèce de détail ou d'horaire au sujet du départ d'une attaque venant du sud.

23 MAI. LES OPÉRATIONS SUR LA LIGNE DU CANAL.

Le 23 mai, on continua à organiser des arrêts en arrière de la ligne du canal.

A Hazebrouk, que l'état-major du grand quartier général avait commencé à mettre en défense le 21 mai, la garnison comptait environ 300 hommes, dont 18 tanks français et quelques mitrailleurs belges. Cassel fut occupé par le 13/18^e Hussards, moins un escadron, et, dans le même après-midi, les troupes du brigadier Usher assumèrent la défense de Bergues.

Dans la nuit du 22 au 23, la retraite sur les fortifications de la frontière était terminée. Les Français avaient pris le secteur au nord de Maulde, et la limite droite des B. E. F. étaient à présent Bourghelles-Seclin, les deux points extrêmes étant tenus par les Français. Ce changement de limites n'affectionnait cependant pas les dispositions que les B. E. F. avaient prises sur la ligne du canal, pour couvrir les positions françaises.

Sur la gauche des B. E. F., les Belges, qui avaient auparavant accepté de relever la 44^e division après la retraite sur la Lys de la nuit du 23 au 24, envoyèrent une de leurs divisions occuper le secteur Halluin-Courtrai dans la nuit du 22 au 23. La 44^e division fut formée en réserve du grand quartier général dans la matinée du 23.

Sur la droite, les 2^e et 48^e divisions traversèrent les troupes françaises dans la nuit du 22 au 23 et se concentrèrent également en réserves du grand quartier général.

Ces mouvements ne laissaient que 4 divisions sur les fortifications de la frontière et rendaient possible le retrait des quartiers généraux et des troupes du 3^e corps pour les employer sur le canal où l'on avait grand besoin d'elles. Ceci fut accompli à 16 h. le 23. Le 1^{er} corps conservait les 42^e et 1^{re} divisions, le 2^e les 3^e et 4^e divisions.

Les 2^e, 44^e et 48^e divisions passèrent au 3^e corps et, cette nuit, partirent vers l'ouest. J'avais décidé d'employer les 2^e et 44^e sur le canal, face à l'ouest, mais leur mouvement ne put être terminé que 24 heures plus tard.

Entre temps, il fallait raidir autant que possible les défenses du canal. Dans ces conditions, les *Polforce* se chargèrent momentanément de tout le front entre St-Omer et Raches, et deux régiments de la 2^e brigade de reconnaissance blindée passèrent sous ce commandement. Les *Polforce* se chargèrent également des destructions jusqu'à Watten au nord : 43 ponts.

Les Français reçurent alors le secteur à l'est de Raches, les équipes de destruction britanniques restant sur les ponts à la disposition du 3^e corps français.

Le 23 mai, les *Macforce*, comprenant à ce moment 4 batteries de campagne, une demi-batterie anti chars et un bataillon, se retira de la ligne Carvin-Raches et se rendit à un point de rendez-vous à l'extrême-est de la forêt de Nieppe, où les rejoignirent les quartiers généraux et un régiment de la 1^{re} brigade de reconnaissance blindée. La 139^e brigade d'infanterie (46^e division) continua à tenir le secteur de Carvin à Raches jusqu'au 26 mai.

La situation sur le canal devint désespérée le 23 mai et l'ennemi établit des têtes de pont à Aire, à St-Omer (qui semble avoir changé deux fois de mains dans la journée) et près de Watten. On signala que ses tanks s'abritaient dans la forêt

de Clairmarais et, pendant la journée, ses voitures de combat blindés s'approchèrent à trois milles de Hazebrouk. Cependant, dans la soirée, ces mouvements avaient été barrés, et l'on prenait des mesures pour l'empêcher d'atteindre la forêt de Nieppe.

L'ennemi avait aussi été très actif ce jour-là sur la ligne du canal à Béthune ; il en avait été chassé et il était alors monté au nord vers Carvin. Là, les défenseurs avaient été renforcés par de l'artillerie de la 2^e division (brigadier C.B. Findlay) et les ponts étaient solidement tenus.

Le 23 mai, Calais fut finalement isolé. Sous les ordres du Ministère de la guerre, sa garnison avait été renforcée par la 30^e brigade d'infanterie (brigadier C. Nicholson) et le 3^e bataillon du Royal Tank Regiment — un régiment de tanks « crusaders ». J'avais l'intention de transférer ces derniers sur la ligne du canal, mais il était déjà trop tard. Après deux tentatives, ils furent refoulés sur Calais, à l'exception de trois tanks, qui finirent par atteindre Dunkerque, via Gravelines. La fin de la vaillante défense de Calais fut dirigée par le Ministère de la guerre. Elle se termina dans la nuit du 26 au 27.

Des informations reçues à ce moment indiquaient la convergence vers Calais de deux divisions blindées ennemis et de deux autres, appuyées par une division motorisée SS, sur St-Omer. Il semblait qu'une cinquième fût en marche sur Béthune.

24 MAI. — PRÉPARATION POUR UNE CONTRE-ATTAQUE ET RENFORCEMENT DES DÉFENSES DU CANAL.

Le 24 mai, je devais à la fois préparer une contre-attaque vers le sud pour le 26, et accélérer le renforcement de la ligne du canal.

Pour pouvoir prendre les mesures minutieuses pour la contre-attaque, je chargeai le commandant du 3^e corps, le lieutenant-général Sir Ronald Adam, de continuer en mon

nom les négociations avec le général Blanchard et avec le commandant du 5^e corps français, le général Altmeyer.

Le plan définitif comportait une contre-attaque par trois divisions françaises et deux britanniques sous le commandement du général Altmeyer. Au premier stade, dans la soirée du 26, il s'agissait d'établir une tête de pont au sud de la Scarpe et l'attaque principale devait commencer le lendemain matin avec, pour but Plouvain-Marquion-Cambrai. Sir Ronald Adam, avec trois divisions (deux britanniques et une française) devait avancer à l'est du canal du Nord, et le général Altmeyer, avec deux divisions françaises, à l'ouest du même canal, sa droite couverte par le corps de cavalerie français. Cette attaque ne fut jamais effectuée, pour des raisons qu'on verra plus bas.

Le même jour, j'ordonnai la dissolution des différents corps improvisés sur la ligne du canal, et leurs unités furent fondues dans les formations des secteurs où elles se trouvaient. Je chargeai le major-général Eastwood¹ de prendre le commandement des défenses de la ligne du canal, ce qu'il fit tôt dans la journée du 25 mai.

La position de la ligne du canal avait été considérablement renforcée le 24 mai. La 44^e division commença à monter en ligne entre la forêt de Clairmarais et Aire, avec la 2^e division à sa gauche entre Aire et La Bassée, et la 46^e (*ex-Polforce*) de La Bassée à Raches. Mais ce ne fut pas avant le soir que la 2^e et la 44^e prirent contact avec l'ennemi et, pendant la plus grande partie de la journée, la défense du secteur resta dirigée par les commandants des *Macforce* et des *Polforce*.

Des combats assez confus se déroulèrent pendant la plus grande partie de la journée dans la forêt de Nieppe et au sud, et l'ennemi commença également à bombarder violemment Cassel, par canons et par avions. Le reste des *Macforce*, qui comprenait de l'artillerie de campagne et des antichars fut donc envoyé renforcer le 13/18 Hussards.

¹ Le major-général Eastwood était récemment arrivé en France pour commander une division et, en attendant une vacance, il était attaché à l'état-major du grand quartier général.

La 48^e division (avec une partie de la 43^e sous ses ordres, dans le secteur Gravelines-St-Omer) reçut l'ordre de détacher une brigade d'infanterie à Cassel et à Hazebrouk et une autre à Dunkerque. La 145^e brigade d'infanterie acheva de relever la garnison improvisée des deux premières villes le 25 mai, mais le général Thorne découvrit que les Français avaient déjà pris des dispositions complètes au sujet de Dunkerque et qu'ils en avaient informé le commandant de base britannique. Il décida alors l'envoi de la 144^e brigade d'infanterie à Bergues et Wormhoudt. Il installa son quartier général à Bergues, qu'il estimait à juste titre le point vital de la défense.

LES FRANÇAIS RENFORCENT DUNKERQUE.

D'après la coutume française, les défenses locales de Dunkerque étaient sous les ordres de l'Amiral du nord, Abrial, qui commandait Boulogne, Calais et Dunkerque. Sous ses ordres, le commandement des forces militaires de cette région avait été pris le 24 mai par le général de corps d'armée Fagalde, commandant le 16^e corps français qui, jusqu'à ce moment, s'était battu sur la gauche de l'armée belge.

Les fortifications françaises de Dunkerque étaient basées sur l'organisation de temps de paix du secteur fortifié des Flandres, et elles ne s'étendaient que jusqu'à la frontière belge. Elles comprenaient un secteur intérieur et un extérieur, l'intérieur sur la ligne du vieux canal de Mardyck à Spyker, puis, par Bergues, jusqu'à la frontière et, de là, à la mer ; l'extérieur sur la ligne de l'Aa jusqu'à St-Omer, puis, par Cassel et Steenvoorde, jusqu'à la frontière. Le général Fagalde avait à sa disposition certaines troupes régionales — l'effectif d'une faible division — cantonnées dans le secteur extérieur de Gravelines à la forêt de Clairmarais et dont les positions avaient été plus ou moins coordonnées avec celles du brigadier Usher. Vers cette date, la 68^e division française arriva de Belgique et occupa le secteur intérieur.

Le 24 et le 25, les secteurs britanniques sur l'Aa furent relevés par les Français qui commencèrent également à organiser les inondations qui faisaient partie du plan de défense de Dunkerque et s'étendaient des deux côtés de Bergues et jusqu'à la frontière belge au nord du canal Bergues-Furnes.

25 MAI. — ATTAQUES SUR LA LIGNE DU CANAL ET CONTRE L'ARMÉE BELGE.

Le 25 mai, l'activité ennemie s'intensifia. On signala que deux corps ennemis attaquaient les Français dans la région Denain-Bouchain ; l'ennemi avait aussi traversé le canal à St-Venant et élargissait les têtes de pont entre ce point et Aire et aussi à St-Omer, tandis que plus au nord, sur l'Aa, la situation était encore obscure.

Vers 7 heures, le 25 mai, on apprit que, à la fin de la soirée du 24, l'ennemi avait attaqué le 4^e corps belge sur la Lys avec une force estimée à quatre divisions, appuyées de tanks. L'attaque avait pénétré à une profondeur de 1 ½ mille sur un front de 13 milles, entre Menin et Desselghem.

Il devenait rapidement d'une importance vitale de conserver nos lignes de communications vers la côte à travers un corridor qui se rétrécissait d'heure en heure. Il n'était plus possible de compter sur la route principale Estaires-Cassel-Dunkerque, et les nouvelles qui venaient d'arriver rendaient certain le fait que, d'ici peu, tout le territoire à l'est du canal de l'Yser serait entre les mains de l'ennemi, car il n'y avait en fait pas de disposition défensive satisfaisante entre la Lys et le canal de l'Yser. Il semblait donc y avoir un sérieux risque que la droite belge fût coupée de sa gauche à Menin et que l'armée belge fût forcée de se retirer vers le nord plutôt que vers l'ouest. J'estimai d'une importance primordiale la nécessité de prolonger le front britannique vers le nord jusqu'à Ypres, le long du vieux canal Ypres-Comines, qui était pratiquement à sec, et autour d'Ypres jusqu'à la ligne du canal de l'Yser.

Comme démarche immédiate, le 12^e Lanciers fut envoyé, tôt dans la matinée du 25, surveiller le flanc gauche du 2^e corps sur la Lys et entrer en contact avec le flanc droit belge.

Le reste de la brigade d'infanterie de la 48^e division (la 43^e) fut détachée au 2^e corps, et un bataillon de pionniers envoyé pour commencer les préparations de la défense d'Ypres au cas où les mesures prises par les Belges dans ce sens seraient insuffisantes.

A ce moment, les Belges avaient une division en réserve entre Menin et Ypres, et celle-ci reçut l'ordre de contre-attaquer à 16 heures. Mais il est douteux qu'on ait jugé possible d'ébaucher même cette contre-attaque. On envoya également l'ordre au 1^{er} corps belge de monter en ligne à droite du 4^e corps (belge) entre Ghelewe et Ledeghem ; ce mouvement fut exécuté le 26 mai.

Sir John Dill, qui était devenu chef de l'état-major général impérial, et que j'avais prié de venir me voir, arriva dans la matinée du 25 mai, et je lui expliquai la situation. Il télégraphia alors au Premier ministre et au secrétaire d'Etat que l'on ne pouvait pas se dissimuler la gravité de celle-ci. Il ajouta que, d'après lui, le projet de contre-attaque au sud ne pouvait pas être une opération importante, du fait des attaques ennemis qui avaient pénétré dans les défenses belges.

Le général Blanchard arriva pendant la visite de Sir John Dill et prit part à nos discussions.

Pendant la journée, les Belges continuèrent leur retraite vers le nord-ouest, sous la pression de l'ennemi. Des rapports signalaient également qu'une nouvelle attaque ennemie aurait lieu le lendemain à l'extrémité nord de la position de la Lys.

(A suivre.)
